
Panamá : autres perspectives sur la « conservation »

Les autochtones Ngäbe-Buglé ont dû endurer la criminalisation, les massacres et la répression brutale pour contrer les assauts contre leur territoire. Ils ont obtenu que le gouvernement du Panamá interdise l'exploration et l'exploitation minière ainsi que les projets hydroélectriques dans leur comarca. Mais ils ont subi une autre attaque de la part d'ONG de conservation.

Beaucoup de gouvernements, d'ONG et même de sociétés privées envisagent d'augmenter le nombre d'aires protégées partout sur la planète afin de réduire la perte de biodiversité et la déforestation. Mais l'histoire récente nous montre que le modèle de conservation dominant encore appliqué aujourd'hui ne tient pas compte des peuples autochtones et des autres communautés forestières en tant qu'agents essentiels de la préservation et de la protection des forêts. Au contraire, la plupart des aires protégées interdisent la présence humaine.

Malgré les difficultés liées à la pandémie, nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un dialogue avec Rogelio Montezuma, chef du Comité de défense de la Comarca Ngäbe-Buglé. En 2010, les autochtones Ngäbe-Buglé ont opposé une forte résistance pour empêcher que leur territoire soit livré à des entreprises minières et hydroélectriques. Ils ont dû endurer la criminalisation, les massacres et une brutale répression de la part de la police, mais ce fut une lutte consciente pour la vie de leur communauté.

Devant cette forte résistance, le gouvernement du Panamá a alors abrogé la loi de réforme du code minier et interdit l'exploration et l'exploitation minières et les projets hydroélectriques dans la comarca Ngäbe-Buglé. Cependant, le projet hydroélectrique de Barro Blanco n'a pas été annulé parce qu'il est situé à l'extérieur du territoire de la comarca, même s'il a une incidence et touche les communautés Ngäbe qui vivent sur la rive de la rivière où l'on a construit le barrage.

Le Cerro Colorado, que l'on prétendait ouvrir à l'industrie minière, est considéré comme un important site biologique de la Mésoamérique et un poumon de la région.

C'est durant la construction du projet de Barro Blanco que le gouvernement du Panamá, conjointement avec des organisations de conservation internationales, a procédé à la mise en œuvre de programmes de gestion des aires protégées (AP) dans les communautés autochtones qui se trouvent à l'intérieur du Corridor biologique méso-américain de l'Atlantique panaméen (CBMAP). Quatorze (14) aires protégées prioritaires sont envisagées à l'intérieur de ce corridor. La Comarca Ngäbe-Buglé se trouve dans une des trois macro-régions de grande biodiversité.

WRM : Selon votre expérience, que signifie pour vous « faire de la conservation » ?

Rogelio : Les peuples autochtones ont naturellement toujours pratiqué la conservation des forêts et maintenu leur relation avec l'environnement, en favorisant une cohabitation harmonieuse avec l'existence de tous les êtres vivants.

WRM : Selon vous, quels sont les éléments fondamentaux pour que les peuples autochtones

puissent préserver les forêts ?

Rogelio : Pour pouvoir préserver les forêts, il faut que être conscient de leur importance et des usages et bénéfices qu'elles procurent, notamment les sources d'eau et la production d'aliments pour la survie, et savoir utiliser ces ressources sans menacer l'environnement ni causer sa destruction.

WRM : D'après votre expérience, quels ont été les effets de la création de l'aire protégée ?

Rogelio : Il existe une aire protégée limitrophe du territoire de la Comarca Ngäbe-Buglé qui crée de l'incertitude dans la population, où certaines pratiques sont restreintes telles que la chasse, l'utilisation des arbres, etc. Cela cause directement un conflit social, car il n'y a eu aucun accord préalable sur ces restrictions. Ils nous ont informés seulement après l'adoption de la résolution qui a établi cette aire protégée et ils ne laissent aucune option aux populations touchées.

WRM : Comment cela a-t-il affecté la conservation des forêts et le tissu social des communautés ?

Rogelio : La conservation de la forêt sans une réelle participation des communautés qui y vivent et en dépendent suscite beaucoup d'inquiétude et de questions. C'est parce que beaucoup des décisions prises sont arbitraires et partielles alors que l'on permet l'exploitation commerciale des ressources naturelles sans en mesurer les conséquences pour les peuples autochtones.